

Cote du document: EB 2011/LOT/G.6
Date: 23 septembre 2011
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional à un centre international ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Shantanu Mathur
Chef du Secrétariat des dons
téléphone: +39 06 5459 2515
courriel: s.mathur@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra
Fonctionnaire responsable des
organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	i
Recommandation d'approbation	1
Première partie – Introduction	1
Deuxième partie – Recommandation	2

Annexe

Institut pour la certification éthique et environnementale (ICEA): Développement de l'accès des petits agriculteurs aux débouchés pour les produits certifiés durables (SAMCERT)	3
--	---

Sigles et acronymes

AB	Agriculture biologique
CE	Commerce équitable
ICEA	Institut pour la certification éthique et environnementale
SAMCERT	Développement de l'accès des petits agriculteurs aux débouchés pour les produits certifiés durables

Recommandation d'approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à une proposition de don au titre du guichet mondial/régional à un centre international ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI, telle qu'elle figure au paragraphe 7.

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional à un centre international ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI

J'ai l'honneur de présenter le rapport et la recommandation ci-après concernant une proposition de don en faveur de la recherche et de la formation agricoles menées par un centre international ne bénéficiant pas du soutien du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), d'un montant de 800 000 USD.

Première partie – Introduction

1. Dans le présent rapport, il est recommandé au FIDA d'apporter un appui au programme de recherche et de formation mené par le centre international ci-après ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI: Institut pour la certification éthique et environnementale (ICEA).
2. Le document relatif au don soumis au Conseil d'administration pour approbation figure en annexe au présent rapport:

Institut pour la certification éthique et environnementale (ICEA):
Développement de l'accès des petits agriculteurs aux débouchés pour les produits certifiés durables (SAMCERT).
3. Les objectifs et la teneur de ce programme de recherche appliquée considéré sont conformes à l'évolution des objectifs stratégiques du FIDA ainsi qu'à la Politique du FIDA en matière de financement sous forme de dons.
4. L'objectif stratégique primordial qui guide la politique révisée du FIDA en matière de financement sous forme de dons approuvée par le Conseil d'administration en décembre 2009 est de promouvoir des approches et technologies efficaces et/ou innovantes ainsi que des politiques et institutions qui favorisent le développement agricole et rural en donnant aux femmes et aux hommes pauvres des zones rurales des pays en développement les moyens d'accroître leurs revenus et d'améliorer leur sécurité alimentaire.
5. Cette politique vise à obtenir les résultats suivants: a) les activités novatrices sont favorisées et des technologies et approches innovantes sont élaborées en appui au groupe cible du FIDA; b) la sensibilisation, le plaidoyer et la concertation sur des questions concernant directement les populations rurales pauvres sont encouragées par le groupe cible et en son nom; c) l'aptitude des institutions partenaires à offrir toute une gamme de services en faveur des populations rurales pauvres est renforcée; et d) l'apprentissage sur la base des enseignements tirés de l'expérience ainsi que la gestion et la diffusion des savoirs en relation à la réduction de la pauvreté rurale sont encouragés auprès des parties prenantes, tant au niveau régional qu'interrégional.
6. Le programme proposé est conforme à l'objectif et aux résultats escomptés de la politique révisée du FIDA en matière de dons.

Le programme proposé "Développement de l'accès des petits agriculteurs aux débouchés pour les produits certifiés durables" contribue directement aux résultats a), c) et d) de la politique du FIDA en matière de dons. Il permettra: i) de mieux faire connaître les programmes de commerce équitable, d'agriculture biologique et autres programmes de certification environnementale afin de trouver, promouvoir et développer dans ces chaînes de valorisation des filières partenariales favorables aux petits agriculteurs; et ii) d'établir dix partenariats supplémentaires dans les filières de produits certifiés de manière à développer l'accès aux marchés pour les petits producteurs ruraux participant aux projets du FIDA en Afrique de l'Ouest et du Centre. Le programme sert directement l'objectif du Cadre stratégique du FIDA pour 2011-2015 et appuie notamment le domaine thématique de l'intégration des populations rurales pauvres dans les filières.

Deuxième partie – Recommandation

7. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le don proposé en adoptant les résolutions suivantes:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer le programme "Développement de l'accès des petits agriculteurs aux débouchés pour les produits certifiés durables", accordera un don ne dépassant pas huit cent mille dollars des États-Unis (800 000 USD) à l'Institut pour la certification éthique et environnementale à l'appui d'un programme de trois ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Institut pour la certification éthique et environnementale (ICEA): Développement de l'accès des petits agriculteurs aux débouchés pour les produits certifiés durables (SAMCERT)

I. Contexte

1. Au cours des 20 dernières années, les programmes volontaires de certification environnementale se sont multipliés, devenant des outils importants pour développer les capacités des producteurs à gérer leurs systèmes de production et leurs entreprises d'une manière plus durable, et à améliorer leur accès aux débouchés internationaux, bien souvent à des tarifs plus rémunérateurs. Ces programmes, qui enregistrent une croissance impressionnante sur le marché, ont fait la preuve de leur intérêt potentiel pour les petits agriculteurs.
2. Les certifications "agriculture biologique" (AB) et "commerce équitable" (CE) sont à l'avant-garde de ce processus. Depuis une dizaine d'années, les filières AB et CE sont adoptées de plus en plus largement par les petits agriculteurs des pays en développement qui y trouvent une option viable pour atténuer la volatilité des prix au producteur, augmenter les prix au départ de l'exploitation, et garantir une demande plus stable à moyen et long terme. Plus récemment, d'autres programmes de certification environnementale tels que Rainforest Alliance, Global G.A.P. et UTZ CERTIFIED ont vu le jour et se développent rapidement. Depuis huit ans, les ventes de produits certifiés par tous les grands programmes ne cessent d'enregistrer une croissance élevée, qui dépasse de loin les taux de croissance des produits classiques. Or, il y a peu de temps encore, les produits certifiés durables se limitaient à des marchés de niche. Ainsi, bien que ces programmes soient par nature fondés sur une adhésion volontaire, on peut avancer que leur expansion rapide les a propulsés de facto au rang d'incertifiables du marché. Par ailleurs, du fait qu'ils influent sur les impératifs d'approvisionnement à l'échelle régionale, ils commencent en outre à avoir une incidence sur le commerce Sud-Sud.
3. Ces programmes comportent cependant aussi des défis. Le respect des normes peut être difficile et coûteux, en particulier pour les petits agriculteurs pauvres. Pour bénéficier de tels programmes, les producteurs et les organismes utilisant ces outils doivent bien les comprendre et les gérer. Une étape critique consiste à déterminer l'investissement requis et à le mettre en balance avec les avantages attendus sur le marché. Il faut en outre évaluer clairement les améliorations environnementales et sociales potentielles ainsi que le développement prévu de l'accès aux services (par exemple, formation, financements abordables, amélioration des compétences de gestion et des relations commerciales).
4. Le programme "Développement de l'accès des petits agriculteurs aux débouchés pour les produits certifiés durables" (SAMCERT) a été conçu en réponse aux conclusions et recommandations de l'Atelier sur l'agriculture biologique et le commerce équitable organisé par le FIDA à Rome le 15 octobre 2009. Comme le mentionne l'étude menée en vue de cet atelier¹, le FIDA a lancé au cours de la dernière décennie plusieurs initiatives visant à faciliter l'accès aux débouchés par le biais des filières CE et/ou AB. Ces programmes ont toutefois été mis sur pied de façon ad hoc, sans qu'il soit explicitement démontré comment ils contribuaient à la réalisation des objectifs stratégiques du FIDA en intégrant les populations rurales pauvres dans les filières. Dans le même temps, le FIDA a obtenu d'excellents résultats en faisant appel à la certification dans des projets tels que ceux menés à Sao Tomé-et-Principe dans les secteurs du cacao, du café et du poivre², qui ont

¹ Document d'information FIDA: Organic and Fairtrade, D. Giovannucci et M. Maccari, octobre 2009.

² Dans le cadre du Programme d'appui participatif à l'agriculture familiale et à la pêche artisanale.

adopté une approche globale de la constitution de capacités d'approvisionnement et de la création de filières commerciales.

5. Pour être efficaces, les programmes de certification environnementale exigent des systèmes actifs d'apprentissage et de soutien aux agriculteurs. Bien que le secteur privé soit un partenaire essentiel pour le succès des filières AB et CE, le gouvernement et le secteur public ont clairement un rôle à jouer, en fournissant un complément d'informations et de services, assurant ainsi un développement plus équitable. La forte croissance de ces programmes soulève des difficultés substantielles pour les producteurs des pays en développement (telles que l'obligation de pratiques culturelles appropriées, de développement organisationnel, de gestion financière et de systèmes de gestion de la qualité), mais elle offre aussi des opportunités considérables en termes d'amélioration de la compétitivité et de durabilité accrue des systèmes. La complexité de ces défis impose des approches globales et des partenariats solides avec une large gamme de parties prenantes publiques et privées, comprenant les prestataires de services, l'industrie, les ONG, les organismes de certification et les entités publiques.
6. En donnant l'impulsion au processus consistant à comprendre les exigences de la certification, à préparer les producteurs à répondre à ces normes et à instaurer dans la chaîne d'approvisionnement des relations qui soient axées sur un développement tangible de l'accès aux débouchés, des organismes tels que le FIDA peuvent jouer un rôle vital dans l'autonomisation des producteurs ruraux, et en particulier des petits agriculteurs pauvres, afin qu'ils puissent entrer demain dans la sphère si exigeante des échanges mondiaux et ce, d'une façon plus durable.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

7. Le programme va permettre de développer les connaissances et les partenariats constructifs dans un domaine qui concerne de plus en plus les petits agriculteurs. Compte tenu de la progression rapide de l'importance et du nombre de programmes de certification environnementale, il devient essentiel de mieux comprendre ces programmes et de nouer des partenariats plus constructifs et dynamiques avec les acteurs de la chaîne d'approvisionnement. Munis des connaissances et des capacités permettant de comprendre et d'utiliser efficacement ces programmes, les producteurs peuvent, grâce à l'instauration de partenariats d'exécution dynamiques à l'appui de leur mise en œuvre, atteindre d'importants objectifs relatifs au développement durable. À l'inverse, en l'absence de ces savoirs et de ces partenariats, les producteurs ruraux risquent de se voir évincés des marchés d'exportation ou de se lancer dans une procédure de certification sans savoir si l'investissement requis peut leur procurer les avantages attendus.
8. Ce processus de développement des connaissances va permettre à des organisations telles que le FIDA, qui souhaitent soutenir les chaînes d'approvisionnement certifiées, de mieux comprendre quels sont les avantages et les risques d'une participation aux programmes de certification environnementale et, plus précisément, quels sont les stratégies les plus appropriées et les avantages potentiels pour les petits producteurs agricoles pauvres. Le programme partagera et échangera les connaissances générées par des études de cas approfondies, des analyses de programmes et de secteurs, et un engagement actif avec les grandes institutions et les principaux experts du secteur. Dans le même temps, SAMCERT soutiendra la création de dix nouveaux partenariats d'approvisionnement fondés sur la certification afin de développer l'accès aux débouchés pour les petits producteurs qui participent aux projets du FIDA.
9. La proposition de don correspond au but ultime du Cadre stratégique du FIDA pour 2011-2015, à savoir œuvrer pour que les populations rurales pauvres augmentent leurs revenus et renforcent leur capacité de résistance, en particulier dans le domaine thématique de l'intégration des ruraux pauvres aux filières. Il répond en outre étroitement aux buts suivants de la Politique du FIDA en matière de

financement sous forme de dons: i) promouvoir des activités et des approches innovantes au profit du groupe cible du FIDA; ii) renforcer la capacité des institutions partenaires à fournir toute une gamme de services d'appui aux populations rurales pauvres; et iii) améliorer l'assimilation des enseignements, la gestion des savoirs et la diffusion de l'information sur les questions liées à la réduction de la pauvreté rurale. La justification du financement par le FIDA du don proposé repose sur son engagement en faveur de l'autonomisation des agriculteurs pauvres afin qu'ils accroissent leurs revenus grâce à un accès à des débouchés rémunérateurs. Le don contribuera à développer les connaissances et les capacités des partenaires du FIDA et à créer des filières commerciales par le biais de programmes de certification environnementale.

III. Le programme proposé

10. Le but général du programme est de permettre aux producteurs ruraux pauvres de s'appuyer sur les programmes de certification environnementale pour améliorer leur situation économique, environnementale et sociale. Les objectifs du programme sont les suivants: i) développer la connaissance des programmes de certification CE, AB et autres types de certification environnementale en vue d'identifier, de promouvoir et de développer les partenariats d'approvisionnement au sein de ces filières en faveur des petits agriculteurs; et ii) instaurer dix nouveaux partenariats d'approvisionnement fondés sur une certification, en vue de développer l'accès aux débouchés des petits producteurs participant aux projets du FIDA en Afrique de l'Ouest et du Centre.
11. Les petits agriculteurs ciblés par le programme participeront à des partenariats d'approvisionnement à l'échelle nationale, portant sur des produits certifiés durables, dans sept pays cibles (cinq dans la région Afrique de l'Ouest et du Centre, un dans la région Asie et Pacifique, et un dans la région Amérique latine et Caraïbes). En outre, le programme élargira la base de connaissances sur les moyens de mettre en place des partenariats nationaux pour commercialiser des produits certifiés durables et de travailler sur certains aspects de l'agriculture durable et des exportations (approches fondées sur le marché).
12. Le programme, qui sera exécuté sur une période de trois ans, comprendra les deux composantes ci-après:
 - **Développement des connaissances des petits producteurs ruraux et des institutions.** Le programme SAMCERT élargira les connaissances que les petits producteurs ciblés, les institutions concernées et le personnel du FIDA ont des programmes de CE, AB et autres normes environnementales, afin d'identifier, de promouvoir et de développer les partenariats d'approvisionnement au sein de ces filières en faveur des petits agriculteurs.
 - **Création de partenariats avec des acteurs clés du marché.** Cette composante sera un processus itératif, consistant à travailler avec le personnel du FIDA pour identifier des relations clés (en fonction des besoins des projets concernés du FIDA) en vue de mettre en place des partenariats d'approvisionnement fondés sur une certification, afin de développer l'accès aux débouchés des petits producteurs. Un travail de terrain sera mené pour faciliter la création de ces partenariats.

IV. Produits et avantages escomptés

13. Les avantages escomptés sont les suivants:
 - Renforcement des compétences d'utilisation de la certification environnementale par les groupes ciblés de petits producteurs et par le personnel des divisions Afrique de l'Ouest et du Centre, Asie et Pacifique, et Amérique latine et Caraïbes du FIDA.

- Instauration de dix nouveaux partenariats d'approvisionnement fondés sur une certification entre des projets financés par le FIDA en faveur de petits producteurs, et des acheteurs de cinq pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre.

14. Les produits concrets comprendront:

- huit études sur ce thème (études de cas, analyses sectorielles par pays);
- six manifestations thématiques d'information et de partage des savoirs (y compris des rapports sur ces événements);
- une étude portant sur les projets du FIDA sous l'angle de la certification;
- dix protocoles d'accord entre des acheteurs privés et des projets du FIDA en faveur de petits producteurs participant à des chaînes d'approvisionnement certifiées en Afrique de l'Ouest et du Centre;
- un outil de diagnostic coûts-avantages en rapport avec la certification environnementale (conception et test);
- un outil d'analyse des carences portant sur la certification environnementale (conception et test);
- un outil d'évaluation des besoins en matière de certification environnementale (conception et test);
- un outil d'orientation à l'appui des partenariats durables entre les petits agriculteurs et les acheteurs;
- un portail d'information pilote sur la certification environnementale à l'intention des petits agriculteurs; et
- un rapport de synthèse sur les caractéristiques et les enseignements tirés de la création de partenariats fondés sur une certification en Afrique de l'Ouest et du Centre.

V. Modalités d'exécution

15. Le programme sera administré par l'Institut pour la certification éthique et environnementale (ICEA), qui sera la contrepartie du FIDA pour la remise des plans de travail et budgets annuels (PTBA) et des rapports techniques et financiers. L'agence d'exécution de l'Initiative sur les produits durables, Agrofuturo Global, assurera la gestion technique du programme. Elle sera responsable des aspects techniques et soumettra des rapports techniques au FIDA. Un protocole d'accord entre l'ICEA et Agrofuturo régissant les rôles et les responsabilités dans l'exécution et les rapports techniques sera établi et validé par le FIDA avant signature. Toute révision de ce protocole d'accord devra être préalablement soumise au FIDA.
16. **Supervision.** Le FIDA sera responsable de la supervision du programme.

VI. Coût et financement indicatifs du programme

17. Le FIDA fournira un don de 800 000 USD.

Récapitulatif du budget et du plan de financement

(en milliers de dollars des États-Unis)

Numéro	Catégorie de dépenses	FIDA
1	Services professionnels et consultants	535
2	Frais de voyage, indemnité journalière de subsistance	190
3	Dépenses d'administration, frais généraux	75
Total		800

18. Le tableau ci-dessous présente le plan de travail indicatif de SAMCERT.

Plan de travail indicatif de SAMCERT:

Composantes et activités	2012				2013				2014			
	Q 1	Q2	Q 3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4
Composante 1												
1.1 Fixation des priorités et définition des cibles												
1. Études et rapports sur la question												
1.3 Sessions d'information thématiques												
Composante 2												
2. Identification de partenariats potentiels												
2.2 Création de partenariats au niveau national												
2.3 Facilitation de réunions avec les acteurs du marché												
2.4 Activités de communication												
Rapports												

Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal	Poor rural producers are able to utilize sustainable certification programmes to improve their economic, environmental and social situation.	Change in the economic, social and environmental situation of producers utilizing sustainable certification.	Annual programme reports M&E reports and results of Committee on Sustainability Assessment (COSA) analysis Final external evaluation	Countries do not undergo major political, economic or social crises that severely affect the normal trading processes. Commodity markets do not undergo extreme fluctuations that cannot be managed and disrupt international trade.
Objectives	<p>(1) Build knowledge of Fairtrade (FT), Organic Agriculture (OA) and other sustainability certification programmes to identify, promote and develop supply chain partnerships in these value chains in support of smallholder farmers.</p> <p>(2) Establish ten additional, certification-based supply chain partnerships to increase market access for smallholder rural producers participating in IFAD projects in West and Central Africa (WCA).</p>	<p>Number of IFAD staff incorporating sustainable certification in their projects. Results and Impact Management System: Number of farms adopting sustainability technology recommended by the projects.</p> <ul style="list-style-type: none"> ♦ Increase in market access of target producer groups ♦ Ten new public-private partnerships (PPP) established in WCA ♦ Number of persons receiving project services related to improving market access. 	<p>Annual programme reports M&E reports and COSA results Annual surveys of programme participants included in M&E reports</p> <p>Annual programme reports M&E reports and COSA results Annual surveys of programme participants included in M&E reports Annual surveys (2nd year) of supply chain partners</p>	<p>IFAD staff actively and constructively participate in project activities. Target groups are viable candidates for certification and are willing to adopt programmes. Private sector actors are willing and able to establish constructive partnerships. Political, economic, environmental or social upheaval does not prevent commercial relationships from being established and/or maintained.</p>
Outputs	Component 1: Rural smallholder knowledge and institution building. SAMCERT will increase target smallholder producers' and key IFAD staff knowledge of FT, OA and other sustainability standard programmes.	<ul style="list-style-type: none"> ♦ Change in target producers' knowledge and understanding of certification programmes. ♦ WCA staff and 2 Asia and the Pacific and 2 Latin America and the Caribbean division staff competent in using sustainable certification. 	Annual programme reports M&E reports and COSA results Annual surveys of programme participants included in M&E reports	Division mandates prevent staff from actively using sustainable certification in their projects.
	Component 2: Building partnerships. SAMCERT will develop relationships with key market actors and service providers (based on IFAD project needs in target countries).	<ul style="list-style-type: none"> ♦ 10 key private public partnerships with market actors in WCA 	Annual programme reports; M&E reports; Annual surveys of programme participants included in M&E reports	Political or social unrest or environmental disasters prevent partnerships from being implemented.
Key activities	Component 1: Rural smallholder knowledge and institution building 1.1 Priority setting and target identification (updated periodically) 1.2 Background studies and reports 1.3 Thematic knowledge-sharing sessions.	1.1 Activity plan reflects staff needs/interests 1.2 Prioritized case-studies/country-sector analysis studies completed (8) 1.3 10 Thematic information and knowledge-sharing sessions organized (6).	Evaluation of activity plan Evaluation of background studies Evaluation of events Review of workshop reports	IFAD staff actively participate in process Funds are made available in a timely manner.
	Component 2: Partnership building 2.1 Identification of potential partnerships 2.2 Development of country-level partnerships 2.3 Facilitation of contacts/ meetings with key market actors, with certification programmes and service providers 2.4 Communication activities	2.1 Number of potential partners (including description of contact, relationship, next steps to develop relationship) 2.2-3 Number of MoUs signed between IFAD-supported smallholder projects, smallholders and private sector 2.4 Summary report of characteristics and lessons learned from developing certification-based partnerships in WCA	Evaluation of potential partners report Evaluation of cost/benefit diagnostic tool Evaluation of gap analysis tool Evaluation of needs assessment tool Evaluation of guidance tool Evaluation of portal Evaluation of value of MOU signed Evaluation of summary report on characteristics and lessons learned	Information made available on IFAD projects. Support requests match the resources provided by the project.

∞